

# Conférence de presse conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République, Edouard Balladur, Premier ministre et Helmut Kohl, chancelier de la République fédérale d'Allemagne, sur la construction européenne, l'avenir des institutions de l'Union européenne, et le débat sur le fédéralisme, et sur la situation en Bosnie, Bonn le 30 novembre 1994.

LE CHANCELIER KOHL.- Je voudrais, avec la délégation française et devant l'opinion publique, vous souhaiter très cordialement la bienvenue à l'occasion de ces soixante-quatrième rencontres franco-allemandes. Nous avons mené, hier et aujourd'hui, des entretiens très intensifs avec vous-même, Monsieur le Président, et vous, Monsieur le Premier ministre. Les ministres allemands ont, une fois de plus, débattu avec leurs homologues français des questions qui nous occupent. Et une fois encore, ceci s'est inscrit dans une atmosphère extrêmement cordiale et extrêmement amicale. Et même si d'aucuns pensent que cela est une évidence, je crois qu'il est toujours important de rappeler le rôle que jouent la France et l'Allemagne comme forces dynamiques d'unification européenne dans le processus européen d'élargissement et dans la perspective d'avenir.

- Nous sommes à la veille d'une série de conférences internationales très importantes : la réunion d'automne de l'OTAN les 1er et 2 décembre, le sommet de la CSCE à Budapest les 5, 6 et 7 décembre et le Conseil européen les 9 et 10 décembre à Essen.

- Hier et aujourd'hui, bien entendu, au coeur de nos entretiens, s'est trouvée la préparation de ce sommet de Essen. Vous savez que lorsqu'a débuté la Présidence allemande, nous nous étions fixé pour objectif de mettre à profit les six mois de cette présidence et les six mois de la présidence française qui la suivrait, pour traiter de toutes ces questions importantes, tout comme nous avons déjà prévu de former un tout avec la présidence espagnole. Nous avons parlé de la situation économique, de la nécessité de donner une impulsion à l'emploi, - c'est l'objet du rapport des ministres du travail, nous en parlerons à Essen -, de l'établissement de réseaux transeuropéens, de systèmes d'information et de transport pour nos amis Français et nous-mêmes. Bien entendu, la question du TGV-Est est d'une importance particulière et nous souhaitons faire progresser rapidement ce dossier. Il est important pour nous. Nous avons parlé de la stratégie de rapprochement des pays de l'Europe centrale et de l'est avec l'Union, en vue de leur adhésion future. La Commission, en 1995, établira un livre blanc sur l'élargissement, sur les conditions d'ajustement juridique, il faudra également renforcer la coopération dans les domaines de la justice, de l'intérieur et de l'environnement. Nous voulons arriver à un accord sur un dialogue "structuré", c'est-à-dire avoir des rencontres régulières au plus haut niveau entre ministres spécialisés et au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement.

- Nous avons également dit, à la suite du Conseil des affaires générales du 28 novembre, que les chefs d'Etat et de gouvernement et les ministres des affaires étrangères des six pays d'Europe centrale et de l'est, rencontreraient les membres du Conseil européen à la fin de leur

centrale et de l'est, rencontreront les membres du Conseil européen à la fin de leurs consultations officielles le 10 décembre. Nous avons convié ces six Etats à Essen : le deuxième jour, et pendant une heure trente, nous allons informer nos hôtes. Ce sera particulièrement mon rôle de les informer de ce dont nous aurons débattu. Nous déjeunerons ensemble. Nous parlerons, bien entendu aussi, de l'approfondissement des relations avec les pays du bassin méditerranéen. De nouvelles impulsions seront prises. Nos amis Français insistent sur la nécessité de ces relations, à juste titre.\

Il y a un autre point important, déjà ancien : la coopération dans le domaine de la justice et de l'intérieur. Il en va ainsi de la lutte conjuguée contre la mafia, de la drogue, la criminalité organisée et de la politique en matière de droit d'asile. Au cours des derniers temps, nous avons eu quelques succès. Après notre rencontre à Heidelberg, on a pu progresser en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'accord de Schengen : la suppression des contrôles aux frontières, l'amélioration de la circulation intérieure. Schengen entrera en vigueur au mois de mars. Dans la perspective de la lutte contre la criminalité internationale, il y a un autre point important qui est Europol.

- Telles que les choses se présentent à l'heure actuelle, à Essen nous allons prendre connaissance d'un premier rapport intermédiaire, déjà assez fourni, mais nous sommes au clair et parfaitement d'accord avec nos amis Français pour que ce rapport intermédiaire soit rapidement complété et que, au plus tard, lors du sommet, sous présidence française, - donc au mois de juin 1995 - ce travail puisse être mené à bonne fin. Nous ne saurions perdre de temps car l'affaire est d'urgence.

- Mesdames et messieurs, aujourd'hui s'est tenue la douzième session du Conseil de défense et de sécurité, où nous nous sommes penchés sur les questions d'actualité. En matière de sécurité, j'ai déjà évoqué toutes les réunions qui vont avoir lieu : l'OTAN, la CSCE.

- Bien entendu, nous avons abordé le sujet qui émeut et consterne nos populations : l'évolution de la situation dans l'ex-Yougoslavie, en Bosnie et notamment à l'heure actuelle autour de Bihac. Les souffrances de ces populations nous interpellent et nous obligent à tout mettre en oeuvre pour parvenir à une solution. Et comme il est évident que ce conflit ne saurait trouver sa solution sur le théâtre des batailles, il faut que dans les jours à venir, très intensivement, on s'attèle à la recherche d'une solution politique. Malgré tous les événements récents, il faut que les zones de sécurité soient respectées. La récente expérience de Bihac montre que la concertation entre les Nations unies et l'OTAN pour la protection de ces zones dans l'intérêt des populations, doit être améliorée. Nous continuons à penser que le plan de paix du groupe de contact doit rester la base de la solution et de la paix. Nous y avons contribué. Le consensus entre les cinq partenaires est indispensable et ce n'est qu'ensemble que nous pourrons gagner l'assentiment des Bosno-Serbes à ce plan de paix.

- En tant que Chancelier allemand, j'aimerais notamment dire à nos amis français le respect que nous éprouvons envers eux pour le fait qu'ils aient envoyé sur le terrain, sur ce terrain si dangereux, des troupes françaises, des soldats français, et j'aimerais en profiter pour dire à mes compatriotes que, malgré toute l'indignation morale, nous devrions savoir être économes de nos reproches et de nos bons conseils car nous n'avons pas envoyé de soldats sur le terrain. C'est la raison pour laquelle j'ai un respect tout particulier pour la position de nos collègues et pour ce qu'ils ont fait pour essayer d'assurer la paix. Vendredi, les ministres des affaires étrangères du groupe de contact vont se retrouver et j'espère que ce qu'ils vont pouvoir se dire pourra être repris à Budapest lors de la réunion de la CSCE et nous permettra de progresser là aussi.\

LE PRESIDENT.- Je prendrai la parole surtout pour confirmer ce qui vient d'être dit, pour marquer le plaisir et l'intérêt que j'ai trouvés, je ne suis pas le seul, à Bonn, à poursuivre au sein de ce 64ème sommet les travaux engagés depuis de longues années. Naturellement les événements changent, d'un mois à l'autre, d'une semaine à l'autre, et nous devons nous situer par rapport à ces événements et chaque fois adapter nos positions, d'abord les aligner puis les harmoniser, ce qui exige pour deux grands pays comme l'Allemagne et la France, un travail de préparation qui a été mené à bien.

- Je ne veux donc rien ajouter de particulier. Je pense que les membres de la presse qui sont ici

ont des questions bien précises à poser, qu'il s'agisse de politique étrangère générale, de l'ancienne Yougoslavie, de Bihac ou de problèmes apparemment moins urgents mais graves comme ceux de l'Ukraine £ ou qu'il s'agisse de la gestion intérieure de la Communauté européenne £ de son attitude à l'égard des pays de l'Est, à l'égard des demandes nouvelles d'adhésion £ des travaux de structure ou d'infrastructure dont nous sommes, vous le savez, partisans £ enfin, des problèmes de sécurité et de police. Mais je vais laisser le débat s'ouvrir, chacun suivra son inspiration et je n'entends pas imposer la mienne. Je remercie, une fois de plus, le Chancelier pour la qualité de l'accueil des autorités allemandes. Nous revenons, chaque fois, dans cette Chancellerie avec le plus vif intérêt, même si j'ai lu qu'il devrait y avoir une certaine nostalgie puisque l'on annonce que c'est la dernière fois que je participerai à un sommet de ce genre, bien que ce ne soit pas tout à fait exact. Ne misez pas trop sur la nostalgie : il y a très longtemps que je sais que dans la vie, il y a un commencement et une fin. Donc, si on devait à chaque situation nouvelle, celle qui se rapproche du commencement ou celle qui se rapproche de la fin, s'émouvoir outre mesure, on finirait par mourir d'un arrêt du coeur. Et je ne m'y sens pas prêt !\

QUESTION.- Votre Premier ministre, M. Balladur, a proposé aujourd'hui dans "Le Monde" un "nouveau traité de l'Elysée", et il a posé la question suivante : l'Europe doit-elle évoluer vers un système fédéral, qu'est-ce que vous en pensez ?

- LE PRESIDENT.- C'est lui l'auteur de l'article, ce n'est pas moi !

- QUESTION.- Quand même, la question, qu'est-ce que vous en pensez ?

- LE PRESIDENT.- Elle est très intéressante !

- QUESTION.- Peut-être que je peux poser la question à Monsieur le Premier ministre, qu'est-ce que vous en pensez ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Lui, il a écrit l'article, c'est sûr... LE PREMIER MINISTRE.- Je pense de mon article beaucoup de bien puisque je l'ai écrit. Quant au reste, je crois que le moment était venu de prendre position sur un certain nombre de questions qui concernent l'avenir de la construction de l'Europe. Je l'ai fait dans la ligne des positions que j'avais d'ailleurs antérieurement prises £ il n'y a pas de fait nouveau, et je me contenterai de dire que la relation franco-allemande doit, à mes yeux comme aux yeux du Président de la République et du Chancelier, demeurer au coeur du progrès de la construction de l'Europe.

- QUESTION.- Et vous, Monsieur le Chancelier, qu'en pensez-vous ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Je n'ai pas encore lu cet article parce que, contrairement à vous, moi je travaille depuis de matin !\

QUESTION.- Monsieur le Président, le Chancelier a évoqué une solution politique pour le conflit en ex-Yougoslavie, solution politique qu'il faut rechercher dans les jours à venir. Comment voyez-vous, vous-même, une solution politique à ce conflit ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y a de solution que politique. Cela exige naturellement la concertation entre toutes les parties intéressées. C'est ce qu'il y a de plus difficile puisque ceux qui se battent depuis le début de cette triste affaire, ne sont jamais allés au bout de leur dialogue et, soit les uns, soit les autres, ont cessé de discuter pour préférer l'emploi des armes. Mais le rôle des nations européennes en particulier, c'est de maintenir leur pression et de bien faire comprendre qu'il n'y a pas d'autre solution que politique et négociée. On aperçoit certaines ouvertures possibles. Il est évident que, selon le hasard des combats, tantôt l'un, tantôt l'autre, croient devoir exagérer leurs exigences, si le sort du combat leur paraît favorable, ou bien au contraire, se mouler dans le paysage diplomatique si la situation leur est défavorable. Je crois que l'on ne peut pas trop préjuger ce qui arrivera plus tard, mais dès maintenant les ministres des affaires étrangères, ont pris rendez-vous. Ils n'ont pas perdu de temps et je continue de croire que l'on finira par préférer la paix à la guerre. Bien entendu cela supposera des renoncements, des compromis de part et d'autre.

- QUESTION.- Monsieur le Chancelier, Monsieur le Président, dans le communiqué de l'Elysée et de Matignon diffusé il y a deux jours, on faisait part d'une intention de la France de prendre une initiative au cours de la réunion des ministres des affaires étrangères du groupe de contact.

Pouvez-vous en dire plus là dessus ?

- LE PRESIDENT.- Non, l'initiative s'inspire de ce que je viens de vous dire. Le détail, la concrétisation de cette initiative est déjà en cours. M. le ministre des affaires étrangères s'est déjà exprimé à ce propos. Suivez les débats qui s'engagent et vous verrez bien dans quelle direction elle aboutira.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, j'ai entendu hier le porte-parole de l'Elysée dire que votre coeur battait toujours pour une levée de l'embargo. Qu'en pensez-vous ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Il y a déjà plus de deux ans de cela, à Copenhague, j'avais abordé cette question sous l'angle moral. Nous avons d'un coté une situation où il y a une partie en conflit qui n'est pas armée, alors que l'autre l'est. J'avais dit que du fait de la situation de l'Allemagne dans ce conflit, je suivrai et je m'associerai à la ligne de conduite préconisée par la Communauté et c'est ce que j'ai fait jusqu'à ce jour. Ma position est claire : il est minuit moins une et ce n'est pas au figuré. Il faut maintenant que les cinq, les Etats-Unis, les Russes, fassent tout pour que, sur la base de plan de paix, on avance et on agisse. Ce qui se passe à Bihac, c'est vraiment l'ultime avertissement.

- QUESTION.- Je voudrais demander au Chancelier, pourquoi ce changement sur l'Est. Dans un premier temps, les pays de l'Est, allaient être invités au Conseil européen & ils ne l'ont plus été & ils le redeviennent. En un mot, est-ce que cette stratégie signifie du concret sur le plan de la défense ou sur le plan économique ou est-ce simplement un dialogue très général ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Je n'ai fait ni marche arrière, ni marche avant. J'ai lancé une invitation une fois pour toutes. Il y a eu un débat, notamment dans les capitales des pays d'Europe centrale et de l'Est, mais cela ne me concerne pas. Après réflexion et après consultation de nos amis, les ministres des affaires étrangères en ont parlé. Nous avons décidé d'inviter les chefs d'Etat et de gouvernement, pour que passe un message, à savoir que nous ne voulons pas rester dans un club fermé entre nous dans l'Union européenne, mais que si ces pays le souhaitent et si l'on crée les conditions économiques pour le faire, ils peuvent nous rejoindre. Cela est très important, notamment au vu du résultat du référendum en Norvège qui va dans une direction tout à fait opposée. Je crois qu'il est important de donner ce message, à savoir que nous voulons élargir l'Union et l'approfondir.

- QUESTION.- Monsieur le Président, une question sur le volet défense de vos consultations : dans le communiqué publié à l'issue du Conseil de défense on ne parle pas de la coopération dans le domaine de l'observation par satellite, or j'imagine que vous en avez parlé. Pourriez-vous nous dire quelques mots sur ce sujet ?

- LE CHANCELIER KOHL.- En la matière, les travaux préparatoires sont en cours. Ils sont excellents. Ils ne sont pas achevés, et j'en ai parlé avec Monsieur le Premier ministre & nous sommes convenus dans les semaines à venir de continuer à travailler étroitement ensemble. Notamment pour parler des charges financières que ce projet peut impliquer. Il ne s'agit pas seulement de faire un effet d'annonce, mais il faut, vis à vis de nos parlements, du Bundestag notamment, dire comment cela peut s'inscrire dans les prévisions budgétaires de notre pays. Mais nous sommes convenus qu'au plus tard d'ici à mars, ces conversations seront menées à bonne fin. C'est une affaire importante, sérieuse, et donc les détails doivent être traités aussi avec sérieux.

-\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, quelles sont les positions françaises et allemandes, sur l'avenir de l'Europe. On a constaté que sur certains points, comme le renforcement du rôle du Parlement européen, ou l'élargissement à l'Est, il y a quelques différences de vue, est-ce que ces consultations ont contribué à rapprocher les positions ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Nous en sommes aux 64èmes consultations franco-allemandes. Pour ma part, j'y assiste depuis douze ans au côté de mes amis et hôtes français. Au fil de ces douze ans, et c'est quand même tout à fait normal et naturel, nous sommes passés à travers un certain nombre de stades de développement, caractérisés par des positions initiales différentes, historiquement fondées qui nous ont menés néanmoins à des initiatives communes. Sans vouloir

trousser personne en Europe, si je me souviens de mon premier sommet communautaire à Copenhague en 1982, où j'ai contribué à mener les débats avec François Mitterrand, il faut quand même constater que nous avons continuellement progressé. Bien entendu, nous n'étions pas toujours d'emblée d'accord sur tout, dans la vie privée après tout, c'est aussi le cas, mais nous avons toujours parlé ensemble, discuté et lancé des initiatives en commun. Ces douze ans sont l'histoire ininterrompue d'initiatives communes franco-allemandes, germano-françaises. Y compris pour le sommet de Maastricht, on nous disait à l'époque : vous n'y arriverez pas ! c'est impossible, et puis on l'a négocié. Ensuite on nous a dit : jamais vous ne pourrez ratifier le Traité de Maastricht. Il est ratifié. Aujourd'hui à la fin de notre présidence, et à la veille de la présidence française, on commence à parler des préparatifs de la Conférence de révision de Maastricht. Vraiment je ne vois pas de vrai problème. Mais c'est normal qu'il y ait des différences de point de vue. Nous sommes deux pays différents. Chacun a son individualité et nous ne voulons quand même pas d'une Europe uniforme. Nous voulons une Europe multicolore et la France a sa couleur et l'Allemagne a sa couleur qui lui est propre.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez dit en commençant qu'il ne fallait pas miser sur la nostalgie. Je suppose qu'après tant de sommets ici à Bonn, vous devez ressentir des choses un peu particulières. Est-ce que vous avez, surtout dans le contexte de Bihac, des regrets ou avez-vous quelques rêves encore ?

- LE PRESIDENT.- Des regrets pour l'ancienne Yougoslavie ? Bien entendu. Le spectacle qui s'y livre tous les jours n'est pas réjouissant. Mais ce n'était pas le domaine de l'Union européenne. Cela est un acquis récent. Jusqu'à la ratification du Traité de Maastricht, il n'était pas question pour les pays de l'Union de pouvoir définir une politique commune, surtout dans un domaine aussi difficile que celui d'une guerre civile. Donc c'est tout à fait récent, un an, et il faut faire évoluer les esprits, il faut tenter d'abolir les différences historiques, les différences d'approche qui à travers les derniers siècles ont provoqué des conflits sanglants, non pas simplement entre les pays balkaniques, mais aussi entre les grandes puissances.

- C'est déjà un immense progrès que d'être parvenu à débattre de cette affaire si difficile, d'une façon amicale et finalement constructive. Ne parlons pas de la nostalgie ! J'en ai dit un mot tout à l'heure. Je ne voudrais pas du tout me trouver dans la situation de ces acteurs qui quittent la scène et qui font des tournées d'adieu pendant quelques années. Moi, je ne suis pas responsable du fait que la presse, je vous remercie de cette attention, depuis quelques mois, chaque fois que je me rends quelque part, dit, c'est la dernière fois. Oui, en général, c'est la dernière fois et cela va être tout le temps la dernière fois jusqu'au mois de mai. Ce n'est pas toujours exactement la même chose, mais je ne voudrais pas avoir l'air de quelqu'un qui verse des larmes en public sur la fin de quelque chose. Vous m'interrogez gentiment à ce sujet, et je vous le dis : non, je ne me laisse pas du tout entraîner par ce genre de sentiment. J'ai aussi un fond de philosophie et de connaissance du monde, ce serait bien dommage si je ne l'avais pas acquis maintenant, à l'âge où je suis parvenu.\

(Suite sur le conflit Yougoslave)

- LE PRESIDENT.- Pour le reste, je crois vraiment que la situation de l'ancienne Yougoslavie, pouvait être prévue. J'ai connu la Yougoslavie de Tito. Je connaissais un peu cette histoire. Je savais de quelle manière, avant la guerre de 1914, les différentes parties de ce qui devait devenir un Etat fédéral, en réalité fortement unifié, obéissaient à une histoire différente, à des empires différents donc à des influences politiques, religieuses, non seulement différentes mais antagonistes. Ils ont été réunis, un peu par des moyens d'autorité, soit après la guerre de 14-18, par un traité international mal élaboré, où l'on a mis tous ces peuples sous l'autorité d'un roi qui avait le comportement d'un dictateur, cela a continué avec son fils qui a été assassiné en France, et cela a continué avec le Maréchal Tito, si bien que l'on peut dire que ces peuples n'ont jamais eu l'habitude de vivre ensemble dans une situation démocratique normale. Alors les drames se jouent tous les jours, et je crois que ce serait un peu hypocrite que de lever les bras au ciel en disant, mais qu'est-ce qui se passe ? Comment cela se peut-il ? C'était malheureusement pas le seul terrain dans lequel se livrera ce type d'antagonisme. Alors l'affaire de Bihac vient donner une couleur tragique à tous ces événements. Est-ce qu'on en aura fini avec l'ancienne

Yougoslavie avant le mois de mai ? C'est difficile à penser, mais les négociateurs, les diplomates sont quand même sur le chantier depuis de longs mois, depuis de longues années. Les événements de Bihac ont relancé tout cela et donné une vigueur nouvelle à la diplomatie. Pourquoi se priverait-on d'espérer que dans les semaines et mois prochains, quelque chose de nouveau et de plus heureux surgisse ? C'est ce que je continue d'espérer. Donc, il y a une part de rêve.\

QUESTION.- Monsieur le Premier ministre, on a parlé tout à l'heure de ce fameux article du "Monde". J'aimerais y revenir très rapidement. En résumé, vous vous y prononcez contre le fédéralisme dans la gestion de l'Europe. Comment cette position peut-elle s'harmoniser avec celle de vos homologues allemands qui sont plutôt favorables à ce genre d'option, et peut-être comment peut-elle s'harmoniser avec l'esprit des relations franco-allemandes telles qu'elles ont été conçues jusqu'à présent ?

- LE PREMIER MINISTRE.- Je ne voudrais pas que cette conférence fût même partiellement consacrée aux commentaires d'un article. J'en ai parlé notamment hier avec le Chancelier. Je dois dire simplement que ce que je souhaite, c'est que l'on n'enferme pas le débat sur l'avenir de l'Europe dans les mêmes données que parfois on l'a fait dans le passé. Il y a trente ou quarante ans que l'on débat de la question de savoir s'il faut que l'Europe soit plus ou moins fédérale, plus ou moins intégrée. Et je crois qu'il serait temps de sortir de ces catégories juridiques dans lesquelles, nous Français notamment, avons parfois trop tendance à nous enfermer. L'Europe est une construction d'un type particulier, qui n'obéit pas aux mêmes principes ni à la même inspiration que les constructions propres à des Etats plus traditionnels de type unitaire ou de type fédéral. Soyons clair : qu'est-ce que cela veut dire, le fédéralisme ? Cela veut dire : la décision prise à la majorité. Je ne connais pas de meilleur critère du fédéralisme, mais lorsque vous tournez vos regards vers les Etats fédéraux, vous vous apercevez que les organes habilités à prendre ces décisions à la majorité émanent plus ou moins directement des peuples et expriment plus ou moins directement mais plutôt plus que moins, l'équilibre des populations. C'est donc une affaire qui est extraordinairement difficile pour l'Europe puisqu'elle est construite à la fois sur la représentation des peuples à travers le Conseil européen et le Conseil des ministres et à la fois sur quelque chose d'un type un peu particulier la Commission, qui théoriquement est un organe d'exécution et de proposition, mais qui est un peu plus que cela. Alors je crois qu'il est temps que l'on commence à débattre, mais je le répète, sans idéologie et sans s'enfermer dans des catégories trop étroites. Je suis partisan de la poursuite du progrès de l'Europe. Je pense que, l'Europe s'élargissant, doit faire en sorte que ses institutions lui permettent de gérer cet élargissement de façon plus efficace, et je pense qu'on peut parfaitement progresser en la matière sans se référer à des schémas qui sont nécessairement des schémas du passé.\

LE CHANCELIER KOHL.- C'est un sujet important. Je voudrais y consacrer quelques observations.

- Tout d'abord, je voudrais dire que je suis tout à fait d'accord avec M. Balladur pour dire que, si nous idéologisons le débat, nous perdons de vue des solutions pragmatiques, solides, et d'avenir. Que voulons-nous, en fait ? Là-dessus, il n'y a pas vraiment de litige. Nous voulons l'unification européenne, et ce pour une raison qu'on n'évoque pas assez souvent, à savoir que c'est une Europe unie qui assurera la paix et la sécurité à ses peuples à l'orée du XXI<sup>ème</sup> siècle. Le plus important, c'est de maintenir la paix et la liberté, et de les protéger. Nous venons de parler de Bihac. Il y a cinq ans, tous ceux qui sont présents ici pensaient qu'il était impensable que des choses de ce genre se passent. Or cela se passe au coeur de l'Europe. Alors si nous voulons cette Europe unie pour garantir la paix, la liberté, le bien-être de nos peuples, pour pouvoir soutenir la concurrence des pays asiatiques, ou celle née du regroupement d'Etats en Amérique du Sud, il faut aussi pouvoir être prêts à y répondre, alors je n'ai aucun doute que nous trouverons une définition de ce que peut être le fédéralisme. Je ne cache pas qu'en ce qui me concerne, ma terminologie, mon langage ont évolué au cours des dernières années. Jeune homme, j'ai hérité d'Adenauer et d'autres de la notion d'Etats-Unis d'Europe. C'était le grand discours de Zurich de 46, mais nous avons entre-temps dû apprendre que pour nos peuples, cette association d'idées

est parfois un peu erronée, à savoir l'assimilation avec le modèle américain, et que chacune de nos nations européennes ne deviendrait pas un petit Texas ou un petit Ohio. Ce n'est pas ce que nous voulons. Nous voulons rester des Allemands, rester des Français. Dès 1932, Thomas Mann disait : "nous voulons être des Allemands européens et des Européens allemands". Voilà exactement la définition souhaitable ! Je souhaite que mes enfants et mes petits-enfants soient à la fois de bons Allemands et de bons Européens. Je vais même un peu plus loin. Je crois que, dans nos sociétés industrielles modernes, le pôle régional devient encore plus important. Moi, je viens du Palatinat. Vous le savez : j'en parle le patois. C'est ma langue maternelle. Mais la France et l'Allemagne sont nos patries et l'Europe, c'est mon avenir.\

LE PRESIDENT.- Je voudrais dire un mot sur ce sujet qui a passionné le Chancelier et le Premier ministre français. J'essaierai d'être bref. A mon sens, c'est une dispute d'école car il y a une Europe et il y aura, de plus en plus, une Europe fédérale. Et il y a et il y aura, de plus en plus, une Europe intégrée. Et il y aura, de plus en plus clairement, des domaines qui échapperont à l'autorité de l'Europe. Cela se construit tous les jours et vous pouvez observer que les démarches changent selon les sujets. Donc, personnellement, je ne suis pas effrayé. Je suis tenté par le fédéralisme dans certains domaines et l'on en aperçoit les limites aussitôt en raison de la vieille et grande histoire de nos peuples. J'ai entendu Monsieur le Premier ministre dire : "on ne peut pas reprendre les chemins du passé". Mais dans ce cas-là, on ne passera nulle part, car tous les chemins ont été tracés dans le passé. Et la terre est sillonnée de pas qui sont allés dans un sens ou dans l'autre. Je crois, personnellement, que la vérité est davantage dans une synthèse entre les deux théories selon le type de sujet traité. Et si l'on veut enfermer l'un ou l'autre de ces sujets dans une configuration générale pré-établie, dans une idée platonicienne, là on s'y perdra. On ne peut quand même pas condamner ceci ou cela au nom de la théorie que l'on défend soi-même, parce que l'histoire de l'Europe, c'est quelque chose de beaucoup plus confus. Et pourquoi pas ! C'est le résultat d'efforts qui ont été menés à certaines époques avec beaucoup de vigueur, à d'autres époques avec beaucoup plus de mollesse. Il y a des avances qui ont été prises à ces époques, des retards à d'autres. Et finalement, ce n'est pas une construction bancaire ! On a essayé de mettre de l'ordre avec les différents traités que nous avons signés. Mais il y aura toujours un jeu différentiel. Donc, moi personnellement, je souhaite ne pas engager de débat de fond sur ce sujet. La question a été posée par un journaliste allemand, - je crois -, qui s'est inquiété de la manière dont Monsieur le Premier ministre pourrait s'arranger avec les Allemands en raison de la différence de théorie exprimée par son article ou par certaines déclarations du Chancelier Kohl. Je crois que la même question pourrait être posée dans les débats entre Français. C'est d'ailleurs là que réside la difficulté principale.

- QUESTION.- Monsieur le Chancelier. Avez-vous avancé avec vos partenaires français sur la politique pour la Méditerranée et considère-t-on que cette région est une source de menace, je pense notamment à l'Algérie ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Bien entendu, nous avons aussi abordé cette question. Il est évident que c'est une question qui est en permanence à notre ordre du jour. La Méditerranée, ce n'est pas n'importe quelle mer. C'est une mer profondément européenne. Et toute évolution, qui aboutit à aggraver le conflit avec les Islamistes, est une évolution qui nous concerne tous : riverains de la Méditerranée ou plus éloignés d'elle. Donc nous devons toujours voire ensemble ce que nous pouvons faire et nous sommes toujours prêts à aider si nous le pouvons.\